

I. QUESTIONS DE CONNAISSANCE : (4 points)

- 1) Quels sont les principaux auteurs dits « classiques » en économie ? Décrivez rapidement leurs apports à la théorie économique (2 points)

Les principaux auteurs classiques en économie sont :

- A. Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776 ;
- D. Ricardo, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817 ;
- J.B. Say, *Traité d'économie politique*, 1803.

C'est Marx qui donne à ce courant son nom. Les économistes dits classiques structurent pour la première fois la pensée économique autour d'un certain nombre d'hypothèses générales :

- un raisonnement micro-économique, sur le long terme ;
- l'idée d'un équilibre général sur chaque marché entre l'offre et la demande par l'ajustement des prix (« la main invisible » de Smith) qui relègue l'Etat à des fonctions régaliennes ;
- une préférence pour le libéralisme économique à la fois sur le plan national, mais aussi sur le plan international (théorie des avantages absolus de Smith et relatifs de Ricardo) ;
- la mise en avant de l'entreprise dans l'économie, par la prééminence de l'offre (la loi des débouchés de Say) et l'importance de l'épargne (qui permet l'investissement productif).

- 2) Quels sont les principaux facteurs (économiques ou non) de la consommation des ménages ? (2 points)

On appelle consommation l'utilisation d'un bien ou d'un service pour satisfaire un besoin. Cette utilisation aboutit à plus ou moins long terme à la destruction du bien ou du service consommé.

Il existe un certain nombre de facteurs réels de consommation :

- le revenu (répartition primaire et secondaire) : pour la plupart des biens, la demande augmente lorsque le revenu augmente (sauf par exemple pour les biens de première nécessité), attention à la théorie de Friedman qui se base sur un revenu permanent et non sur un revenu conjoncturel ;
- l'élasticité demande/prix : pour la plupart des biens, la demande augmente lorsque les prix baissent (sauf par exemple pour les biens de luxe) ;
- le patrimoine (effet richesse) ;
- des éléments économiques liés au produit (le marketing, l'innovation).

De manière plus indirecte, on peut également dire que l'évolution des taux d'intérêt et donc la capacité d'emprunt des ménages (et inversement l'intérêt d'épargner) influence la consommation des ménages.

Il existe également des facteurs non économiques de consommation :

- le mode de vie d'une société ;
- l'appartenance sociale de l'individu (effets d'imitation et de mode et recherche de la différenciation des autres groupes sociaux) ;
- des variables démographiques (âge cf la théorie du cycle de vie de Modigliani, sexe) ;
- des variables psychologiques (préférence pour la liquidité, pour le risque...).

II. QUESTION SUR UN DOCUMENT : (8 points)

« Fonds monétaire international, un « gendarme » en crise », Alain FAUJAS, *Le Monde*, vendredi 21 septembre 2007

Questions :

- 1) Vous rappellerez l'évolution historique du système monétaire international depuis les « accords de Bretton Woods » évoqués dans le premier paragraphe. (2 points)

Historiquement, systèmes de taux de change fixe et de taux de change flottant alternent. Jusqu'en 1914, le règlement des échanges internationaux s'effectuait dans le cadre d'un système d'étalon or fixe. Suite à l'échec de ce système, la conférence de Bretton Woods pose en juillet 1944 les bases d'un nouvel ordre monétaire international. Le SMI qui en résulte se caractérise par la stabilité de ses taux de change, ceux-ci ne doivent pas s'écarter de plus de 1 % de part et d'autre de la parité. L'ensemble des monnaies sont convertibles en dollars et seul le dollar est convertible en or : ce système instaure de fait la prééminence de la monnaie américaine.

Ce système fonctionne bien dans les années 1950. Progressivement, la puissance économique américaine est contestée. Le 15 août 1971, Nixon suspend la convertibilité du dollar en or de manière unilatérale et officieuse. Cela signe de facto la fin des parités fixes. Le nouveau système de change flottant est officialisé en janvier 1976 par les accords de la Jamaïque.

Depuis, on assiste à un flottement généralisé des monnaies caractérisé par l'apparition d'un certain nombre de crises monétaires et financières.

- 2) Quelles sont les fonctions du Fonds Monétaire International ? En particulier vous expliquerez les termes de « gendarme » et de « pompier » utilisés dans l'article. (2 points)

Le FMI a été créé en 1944 par les accords de Bretton Woods.

Il avait au départ un rôle de « gendarme » à savoir d'après l'article du *Monde* : « prévenir les crises systémiques qui déclenchent des dévaluations compétitives et des restrictions aux importations dommageables pour les échanges internationaux et pour la croissance ». Le FMI était chargé de veiller à ce que les pays signataires maintiennent leur parité fixe. L'idée sous-jacente étant celle de Smith et de Ricardo : le libre échange qui favorise la croissance ne peut se faire dans le désordre monétaire.

Le FMI avait également un autre rôle : celui de réserve monétaire. Chaque pays au moment de son adhésion devait verser une cotisation (« quote part ») et en contrepartie disposait d'un « droit de tirage spécial » (DTS) en cas de besoin sous forme de crédits remboursables.

Cette fonction ressemble davantage à celle d'un « pompier » et c'est celle qui demeure aujourd'hui. En effet, après les accords de la Jamaïque le rôle du FMI s'est transformé. Les taux de change sont désormais flottants et le FMI doit essentiellement veiller à la liquidité du système international. Il s'agit d'intervenir au moyen de prêts spéciaux en cas de difficulté d'un pays à rembourser ses dettes extérieures. Concrètement, le FMI est souvent intervenu pour résoudre des crises de systèmes financiers internes (Russie et Argentine dans les années 1990).

- 3) Vous expliquerez la phrase suivante du texte : « Depuis plusieurs années, le FMI vit pourtant une triple crise ». (2 points)

La crise du FMI n'est pas récente mais elle a été mise en exergue lors de la récente élection du français Dominique Strauss-Kahn à sa tête. L'article du *Monde* du 21 septembre 2007 la décompose en trois axes problématiques :

1. « La représentativité »

Les droits de votes ne sont pas proportionnels à la population du pays (4,86% pour la France ou le RU contre 3,66 % pour la Chine). En particulier, le poids des pays africains est très faible. Cela résulte de la construction historique du FMI dont le nombre de membres a quadruplé depuis 1944. Par ailleurs les USA détiennent un droit de veto. Une telle situation n'est plus acceptée par des pays émergents économiquement et peu représentés comme la Chine ou l'Inde.

2. « L'efficacité »
En contrepartie de ses prêts, le FMI impose aux pays aidés des mesures d'ajustement très lourdes. Il s'agit de plans de rigueur budgétaire, monétaire, de libéralisation de l'économie et des différents marchés souvent coûteux en termes sociaux. Par ailleurs, les politiques prônées par le FMI peuvent se révéler être des échecs économiques (Argentine, 2001-2002).
 3. « La légitimité »
Certains pays concernés par les plans du FMI considèrent cela comme une véritable ingérence. Par ailleurs, en période de « bonne santé économique », le rôle du FMI se justifie moins et ses finances se dégradent.
- 4) Quelles peuvent être les solutions à apporter à la crise actuelle du FMI ? Cela concerne-t-il le système monétaire international dans son ensemble ? (2 points)

La réforme du FMI, tant dans ses attributions et missions que dans son fonctionnement, est donc souhaitée et souhaitable. Il faudra certainement revoir l'attribution des droits de vote non plus en fonction de critères financiers mais également de population. Par ailleurs, le FMI pourrait promouvoir une monnaie de substitution au dollar comme actif de réserve des Banques centrales. Les DTS pourraient jouer ce rôle.

De manière générale, cette réforme du FMI est à penser dans le cadre plus global de la construction d'un nouveau système monétaire international. Il ne s'agit pas revenir au système de taux de change fixes de Bretton Woods trop rigide pour les économies nationales, mais plutôt de penser une meilleure coordination monétaire internationale. Williamson a par exemple proposé la mise en place d'un système de zones cibles (Europe, Asie, Amériques) pour stabiliser localement les cours du change.

III. DISSERTATION : (8 points)

A partir de vos connaissances et des éléments de l'actualité (en France mais aussi dans les autres grands pays industrialisés) vous traiterez le sujet de dissertation suivant :

« Croissance et emploi ».

Il vous est demandé de rédiger entièrement votre devoir en présentant clairement l'introduction, le plan et la conclusion.

Éléments de correction

Voici quelques idées en grande partie théoriques qui pouvaient guider la réflexion sachant que de nombreux plans étaient acceptables; il fallait en outre nourrir cette réflexion des chiffres fournis et surtout de l'actualité. Le plan proposé est peut-être un peu complexe dans sa structure, des plans plus simples pouvaient être acceptés si les éléments théoriques et empiriques avaient été vus.

Introduction:

* Actualité du sujet :

« Les bons chiffres de l'emploi apaisent les craintes de récession aux Etats-Unis » (*Le Monde*, 2 novembre 2007) : « La récession tant annoncée aux Etats-Unis ne semble pas pour tout de suite, même si la crise immobilière reste une inconnue déterminante pour l'avenir de la première économie mondiale. En effet, le marché de l'emploi outre-Atlantique ressort en forte hausse, avec 166 000 embauches nettes en octobre, contre 96 000 en septembre, soit deux fois plus que les anticipations des analystes, a annoncé le département du travail » ... « La vigueur du marché de l'emploi est déterminante pour la consommation des ménages, qui est elle-même le principal moteur de la croissance aux Etats-Unis. C'est pourquoi les créations d'emploi sont suivies avec attention par les économistes qui les jugent plus représentatives de la santé du marché du travail que le taux de chômage. Ils estiment d'ailleurs qu'il faut entre 110 000 et 140 000 créations par mois pour absorber l'augmentation de la population active. »

Il semblerait donc que l'emploi puisse être un facteur de croissance alors que c'est souvent la relation inverse (une croissance créatrice d'emploi ou non) qui est évoquée.

* Définitions :

- La croissance économique: augmentation continue sur plusieurs périodes de grandeurs économiques significatives, le plus souvent la production mesurée par le PIB
- L'emploi: exercice officiel d'une activité rémunérée, excluant le travail bénévole, domestique ainsi que l'économie souterraine et les entreprises informelles. Le niveau d'emploi ainsi que sa structure (par âge, sexe, qualification) est mesuré régulièrement par l'ANPE ou le BIT.

* Problématique:

On peut s'interroger sur l'existence réelle de liens entre la croissance économique et l'emploi :

La croissance crée-t-elle de l'emploi? En retour, l'emploi peut-il être considéré comme un facteur de croissance ?

Il convient dans cette problématique de distinguer le court terme et le long terme ainsi que les phénomènes quantitatifs et qualitatifs.

* Annonce de plan:

Il existe une relation conjoncturelle entre emploi et croissance (I)

Plus encore, il existe une relation structurelle entre emploi et croissance (II)

Plan détaillé

I. Il existe une interaction entre la croissance et le niveau d'emploi

A. D'après la théorie keynésienne, la croissance économique peut augmenter le niveau de l'emploi

Dans la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936) Keynes explique que le niveau d'emploi est déterminé de manière macroéconomique dans un contexte de fixité des prix et qu'il peut donc exister un chômage involontaire. Une conjoncture favorable accroît la demande anticipée par les entreprises, relance leurs investissements et leur demande de travail. Il s'agit d'un cercle vertueux puisque ces nouveaux employés vont consommer davantage.

L'augmentation de l'emploi ne sera pas forcément aussi importante que celle de la croissance. Ainsi en France, une étude démontre que pour chaque point supplémentaire de croissance du PIB, l'emploi global ne progresse que de 0.3 point de pourcentage entre 1999 et 2003.

Attention cependant, d'après la théorie néo-classique, la demande de travail (et donc la création d'emploi) est indépendante de la croissance économique sur le long terme.

Pour l'économie néoclassique les niveaux d'emploi et de salaire sont déterminés de manière autonome sur le marché du travail par la rencontre de l'offre et de la demande qui conduit à un équilibre pareto-optimal.

In fine, selon la théorie keynésienne, l'emploi créé par la croissance soutiendra en retour l'économie à court terme. A plus long terme, il est également possible de concevoir le niveau de l'emploi comme un facteur de croissance (B).

B. D'après le modèle classique de croissance économique, le niveau de l'emploi peut accroître la croissance économique.

Le travail est l'un des facteurs de production avec le capital et le progrès technique. Cette quantité de travail est liée en interne à une diminution du chômage, à une augmentation de la population active ou encore à une augmentation de la productivité du travail, en externe à l'immigration.

Dans le modèle de Solow (1956), la croissance économique peut être accrue à court terme par un accroissement de la population ou de l'accumulation du capital mais elle atteint un équilibre de long terme qui ne peut être modifié que par l'apport exogène de progrès technique.

La corrélation entre niveau d'emploi et croissance est en tous les cas vérifiée le plus souvent dans le tableau de chiffres donné en annexe du sujet. Par exemple, de 2005 à 2007, la reprise de s'emploi s'accompagne d'une croissance plus importante en France.

Pour autant, il fallait aller pour ce sujet au-delà d'un simple constat chiffré pour s'interroger de manière plus structurelle : la nature des emplois (qualification, secteur....) est-elle également en cause ?

II. Il existe également une interaction entre croissance et structure de l'emploi.

A. Le mode de croissance économique va influencer la structure de l'emploi

Il est possible de se demander si le mode de croissance choisi par un pays n'influence pas la structure des emplois créés en termes de qualification, de secteur mais également de statut social, d'âge, de sexe....

1. Une croissance riche en emplois peu qualifiés aux USA

Si l'on compare la France aux USA, on constate sur la période 1986-1989 par exemple, où le taux de croissance était égal entre les deux pays, que la France a créé beaucoup moins d'emplois que les Etats-Unis car les gains de productivité ont été trois fois plus élevés en France qu'aux USA. Les emplois créés par la croissance aux USA sont donc moins qualifiés et souvent dans des secteurs de service.

2. Une croissance confrontée au dualisme du marché du travail en France

En France et dans les autres pays européens une séparation du marché du travail existe entre :

- les insiders qui ont des avantages en termes de salaires (théorie du salaire d'efficience) et de sécurité de l'emploi (théorie des contrats implicites)
- les outsiders qui sont au chômage ou dans des conditions précaires car les entreprises privilégient les insiders.

Les emplois créés en France sont donc souvent plus qualifiés et protégés (insiders)... mais moins nombreux.

B. La qualité de l'emploi peut générer un supplément de croissance

1. Le modèle de Arrow (1962)

Arrow a mis en évidence la particularité des connaissances, bien inappropriable et générateur d'externalités et de croissance endogène.

2. Le modèle de Lucas (1988)

Il s'agit d'un modèle dans lequel la production du travailleur serait fonction de son capital humain mais aussi de celui du groupe dans lequel il travaille.

De manière générale, les théoriciens de la croissance endogène insistent sur l'importance de la qualité du facteur travail (santé, formation...).

Ces deux modèles mettent en évidence l'importance concrète de la formation, non seulement initiale mais également continue en plein essor aujourd'hui en France.

Conclusion :

* Bilan :

Ainsi, les relations entre croissance et emploi existent mais elles sont complexes. La croissance peut influencer le niveau comme la structure de l'emploi. En retour, le traitement à la fois quantitatif mais également qualitatif de l'emploi est un facteur de croissance économique pour un pays.

* Ouverture :

Il était par exemple possible de s'interroger sur le rôle de l'Etat pour renforcer le lien emploi-croissance sur le long terme: il doit cibler son intervention pour ne pas rigidifier l'économie en général et le marché du travail en particulier mais favoriser les facteurs de croissance endogène (éducation par exemple).